



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation d'ArcelorMittal

Question au Gouvernement n° 608

Texte de la question

SITUATION D'ARCELORMITTAL

Mme la présidente . La parole est à Mme Aurélie Trouvé.

Mme Aurélie Trouvé . Vous venez d'abandonner l'usine de chimie Vencorex. Votre fiasco industriel continue : après la chimie, l'acier. Cela fait des mois que les salariés d'ArcelorMittal nous alertent. Oui, le groupe s'apprête à délocaliser vers l'Inde et à fermer les derniers hauts fourneaux français. D'ailleurs, lors de son audition devant la commission des affaires économiques, son PDG l'a reconnu : les derniers sites sont sur la sellette. L'annonce vient de tomber : 600 licenciements, 177 rien qu'à Dunkerque, des postes opérationnels et de maintenance. Oui, ArcelorMittal organise la chute de l'industrie française et la chute prochaine des quarante sites et de leurs 15 000 salariés. Si la sidérurgie disparaît, vous le savez, elle entraînera dans sa chute l'industrie automobile, la construction navale et bien d'autres secteurs.

Vous maintenez que tout est sous contrôle et que vous faites ce qu'il faut. Alors mes questions seront simples et précises. Quand et comment protégerez-vous l'acier face à la concurrence déloyale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Quand M. Séjourné, le commissaire européen que le président Macron a envoyé à Bruxelles, sortira-t-il enfin un plan acier efficace – j'ai bien dit efficace ? (*Mêmes mouvements.*) ArcelorMittal siphonne depuis longtemps les fonds publics et ne tient pas ses engagements de rentabiliser les capitaux. Treize ans après Florange, laisserez-vous ce groupe vous promener encore longtemps sans lui imposer des conditions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Il s'est vu attribuer 850 millions d'aides publiques pour décarboner et n'a rien fait ! Combien d'euros ont-ils été versés sur ces 850 millions ? Sont-ils conditionnés au maintien de l'emploi ou laisserez-vous ArcelorMittal délocaliser toutes ses usines après avoir reçu cet argent ? Enfin, si la fermeture de ces sites sidérurgiques est confirmée, vous engagez-vous à les nationaliser, comme viennent de le faire les Britanniques ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont plusieurs députés se lèvent, et sur quelques bancs des groupes EcoS et GDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

M. Marc Ferracci, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie* . L'annonce de réductions d'effectifs par le groupe ArcelorMittal est une mauvaise nouvelle et ma première pensée va évidemment aux salariés des sept sites français concernés. (*Mme Sophia Chikirou s'exclame.*) Vous le savez, la situation de l'acier et de la sidérurgie est difficile. Entre 2018 et 2023, la production d'acier a diminué de 20 % en Europe. Dans tous les pays, des réductions d'effectifs sont annoncées – 11 000 en Allemagne par ThyssenKrupp. Rappelons que les récentes annonces en France ne mentionnent aucune fermeture de site – il est important de le souligner.

Face à cette situation, nous agissons. Dès ma nomination comme ministre de l'industrie, j'ai alerté sur les difficultés du secteur et j'ai réuni le 17 février, à Bercy, les ministres concernés par la production sidérurgique en

Europe et les acteurs économiques, notamment les organisations syndicales, pour formuler des propositions. Celles-ci ont été reprises le 19 mars par le commissaire Séjourné et la Commission européenne dans le cadre d'un plan d'urgence visant à soutenir la filière européenne de l'acier. Parmi ces propositions, et pour répondre à l'une de vos questions, plusieurs concernent la protection commerciale, car évidemment une grande partie du problème tient aux surcapacités chinoises et au fait que nos sidérurgistes ne se battent pas à armes égales face à des productions massivement subventionnées.

Nous commençons donc à agir, mais il faut aller plus loin en renforçant la protection commerciale et en soutenant les investissements. À cet égard, je serai clair, madame la présidente Trouvé : les 850 millions d'euros annoncés n'ont pas été versés à ArcelorMittal car ils sont conditionnés à la réalisation d'investissements pour le moment suspendus. Notre responsabilité, avec l'ensemble des élus, est de donner des perspectives aux sites concernés par ces investissements, notamment celui de Dunkerque. Nous allons poursuivre notre action parce que l'acier est l'industrie des industries. Sans elle, l'automobile et la défense ne peuvent plus produire. Nous agissons de manière collective, avec tous les élus.

Mme Nathalie Oziol . En nationalisant ?

Mme la présidente . La parole est à Mme Aurélie Trouvé, pour une seconde, chère collègue...

Mme Aurélie Trouvé . Je retiens que vous ne vous engagez pas sur la nationalisation. Comme pour Vencorex, vous préférez liquider plutôt que nationaliser ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Aurélie Trouvé](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 608

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et énergie

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 avril 2025